
Les Chinois dans la globalisation

Thierry Sanjuan



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/13549>

DOI : 10.4000/echogeo.13549

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Thierry Sanjuan, « Les Chinois dans la globalisation », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 04 octobre 2013, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/13549> ; DOI : 10.4000/echogeo.13549

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.



EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International

Les Chinois dans la globalisation

Thierry Sanjuan

- 1 La Chine participe plus que jamais de notre actualité et le Festival international de géographie de Saint-Dié-des-Vosges lui est cette année consacré. Nous observons en effet depuis une vingtaine d'années une recomposition profonde des équilibres mondiaux, avec les conséquences de la fin d'un monde hier bipolaire et une globalisation matérielle aux enjeux planétaires où l'hyperpuissance américaine peine aujourd'hui à contrôler un monde toujours plus multipolaire. Or, la Chine, pays pourtant de régime communiste mais à l'essor économique spectaculaire, à l'échelle de son immensité même, est aujourd'hui la seule puissance en développement à bouger autant les lignes de l'économie, de la diplomatie et des valeurs mondiales, jusque dans notre quotidien le plus banal.
- 2 Cette implication des Chinois dans la globalisation se décline désormais par des conséquences directes sur le tissu économique et social interne à ce pays-continent mais aussi de plus en plus à l'échelle du monde par une présence accrue, diverse et puissante dans les pays du Nord comme du Sud. L'enjeu de cet article est ainsi d'essayer d'articuler des questions de base, spécifiques à la Chine, à leurs évolutions depuis les années 1980, aussi bien en Chine que dans le monde, afin de rendre compte de la réalité du fait chinois aujourd'hui.
- 3 Dans un premier temps seront abordées les questions fondamentales du rapport entre territoire et société en Chine ; en un second les enjeux futurs des mutations à l'œuvre que la Chine connaît depuis plus d'une trentaine d'années ; enfin, la place des Chinois dans le monde et les ambivalences de ce que l'on appelle l'« émergence » de la Chine¹.

Les fondements du rapport entre territoire et société en Chine

- 4 Pour reprendre un type d'expression courante en mandarin – la langue chinoise étant particulièrement concise –, nous pourrions résumer les questions de base à un substantif

et trois adjectifs : une immensité, territoriale, historique et démographique. D'emblée, la Chine ne peut se percevoir à l'échelle de nos États européens mais à celle d'un continent.

- 5 S'il est fréquent de rappeler que la Chine est « au milieu du monde » – *zhongguo* ne signifie-t-il pas « pays au milieu » ? –, il serait faux de croire pour autant que la Chine, même aujourd'hui, ait une vision globale et planétaire. Aux yeux des Chinois, la Chine elle-même « fait monde ». Elle ne trouve pas ses limites dans des frontières avec d'autres peuples, mais elle est un monde en ce qu'elle se termine dans les extrêmes de la nature : le froid au nord, l'aridité au nord-ouest, les plus hautes terres du monde à l'ouest, la mer au sud et à l'est. Les peuples voisins non han, au-delà de la Grande Muraille, sont intégrés, même si cette acculturation connaît des degrés divers, au monde chinois et ceux qui sont au-delà des limites naturelles n'ont pas pendant longtemps remis en question le modèle chinois. Bien au contraire, la Chine ne fut jamais aussi grande et florissante qu'au temps où elle se trouvait au carrefour des cultures de l'Asie, notamment continentale, comme sous les dynasties Tang ou Song.
- 6 Qu'entendre d'ailleurs par le mot de « Chine » ? La réponse n'est pas évidente. Politiquement : la République populaire de Chine ? La République de Chine réfugiée sur l'île de Taiwan en 1949 ? Pour les écoliers chinois, la Chine d'avant les guerres de l'Opium comprenait l'Asie orientale de la péninsule coréenne aux péninsules indochinoise et malaise. Plus encore, qu'est-ce qu'être chinois ? Être han, ou citoyen de la République populaire ? Un Ouïghour du Xinjiang est-il chinois ? Qu'en est-il des Chinois non continentaux tels que les populations de Hong Kong, de Macao ou de Taiwan ? Arrête-t-on d'être chinois avec la nationalité singapourienne ? Avec la nationalité d'un État de peuplement non chinois, non asiatique ? Les « Chinois » du XIII^e arrondissement à Paris sont-ils chinois ? Et de qui parlons-nous : des *boat people* des années 1970 ? De leurs enfants nés à Paris ? Des Continentaux récemment immigrés ? Ceux qui ont leurs papiers voire ont obtenu la nationalité française et tiennent aujourd'hui des bureaux de tabac ? Ou bien des informels ? Peut-on même redevenir chinois, après des générations d'oubli, parce que l'« émergence de la Chine » redonne de l'identité, revalorise l'identité chinoise ? La sinité est-elle ainsi une question de peuple ? De civilisation ? De souveraineté politique ? D'histoire ? Avant tout, nous pouvons affirmer que la « Chine » est un slogan, une bannière, un idéal accepté, revendiqué ou refusé, par ceux qui, par leur histoire, leur famille ou leur sang y ont quelque chose à voir.
- 7 En terme territorial, la Chine n'est devenue un État-nation que sous la pression des États occidentaux, avec la présence des empires coloniaux européens en Asie et au tournant du siècle dernier après la guerre des Boxers, sans pour autant faire complètement son deuil de sa centralité politico-culturelle et de son immensité impériale. Il est vrai que la distance entre Pékin et Canton équivaut à celle entre Oslo et Marseille, celle entre Shanghai et Urumqi à celle entre Paris et Kazan : la Chine, c'est l'Europe de la mer du Nord à la Méditerranée, l'Europe de l'Atlantique à l'Oural ! La superficie moyenne d'une province chinoise correspond à celle du Royaume-Uni, et la Chine compte 22 provinces, voire 23 – quand Pékin inclut Taiwan.
- 8 D'emblée, la question se pose du choix que les Chinois ont adopté pour gérer cette immensité de terres et de peuples. Si la date historique et symbolique est à l'évidence 221 av. J.-C., avec la création de l'Empire, elle prend sens dans la mesure à la fois où elle incarne une unification politique contre le défi de l'immensité territoriale et humaine, et où elle ancre l'identité chinoise dans une histoire longue, qui se décline en siècles et millénaires. Les gens du peuple en Chine connaissent tous des histoires, des poèmes, des

peintures, qui remontent à mille, mille cinq cents, deux mille ans... Le régime impérial a duré jusqu'en 1911, soit pendant vingt-deux siècles, avec de rares temps de division. Ancienne culture pouvant revendiquer une filiation avec l'Antiquité, la culture chinoise ne se donne d'ailleurs pas moins de cinq mille ans d'histoire, notamment depuis que des archéologues chinois ont été en Égypte dans les années 1980 et qu'il est dorénavant attendu d'eux qu'ils prolongent les 3 700 ans d'histoire de la Chine de 1 300 ans pour égaler les pharaons et faire en sorte que les Chinois soient de nouveau les premiers, aux origines du monde. La Chine a ainsi pour colonne vertébrale l'histoire, mais une histoire officielle, recomposée, instrumentalisée en fonction des pouvoirs en place.

- 9 Autre pendant de l'immensité territoriale et du choix de l'unité politique chinoise, la question constante, par laquelle tout sinologue doit approcher son objet d'étude, des relations centre-périphérie. Le poids du local est la contrepartie de l'immensité et de la centralisation étatique unitaire. Les contraintes topographiques, la multiplicité des peuples et des dialectes, les distances ont toujours donné aux pouvoirs locaux, aux échelles de la macrorégion, du district, du village, une large autonomie. Hier, l'Empire composait avec une *gentry* foncière et commerçante locale ; aujourd'hui, les inégalités de croissance économique permettent l'émergence de pouvoirs régionaux comme la province du Guangdong ou municipaux comme Shanghai au sein même des structures d'autorité incarnées par le Parti-État au pouvoir. L'État chinois n'est politiquement pas fédéré mais subdivisé en provinces. Nous pouvons toutefois nous demander s'il ne s'agit pas d'une fédération déguisée d'intérêts locaux à la fois héritée et finalement très moderne grâce aux souplesses de sa gouvernance qu'elle oppose aux défis de la globalisation : un empire multivarié en interne, et un État-nation en externe (Sanjuan, 2010).
- 10 De manière absolue, les histoires locales jouent aussi un rôle déterminant dans les relationnels interpersonnels et les réseaux d'entraide (*guanxi*) sur lesquels les Chinois font reposer une bonne partie de leur capacité d'action. La modernisation de la société chinoise recompose plus qu'elle ne réduit leur importance dans cette société éminemment réticulaire.
- 11 La diversité des populations est à la fois évidente, officialisée avec 56 nationalités dans les années 1950 et placée sous le triple boisseau de la civilisation chinoise, de l'unité politique et d'un tabou plus prégnant encore : celui de la diversité interne à la *minzu* (« nationalité ») majoritaire – 92 % de la population –, les Han. Il a fallu attendre la fin des années 1980 pour que la catégorie « han » puisse être interrogée par les anthropologues, que des trajectoires chinoises plurielles, parallèles, puissent être reconnues. Il est difficile aujourd'hui de rester sur une vision monocentrée et historiquement monolinéaire de la création de la Chine depuis un seul foyer de civilisation, celui du moyen fleuve Jaune. Des foyers comme ceux du Sichuan ou du delta du Yangzi ne peuvent plus être minorés. Cette diversité rejoue aussi avec les disparités de richesses entre les provinces chinoises et avec les revendications des plus riches à avoir une histoire propre, autonome, voire centrifuge par rapport au centre.
- 12 La situation est plus complexe aux périphéries géographiques et humaines de l'ancien empire chinois. Les logiques de domination politique et ethnique, de sécurisation des frontières et souvent de prédation économique s'habillent des ambiguïtés du désenclavement et de l'intégration par les transports – pour exemple la ligne de voie ferrée Pékin-Lhassa –, et du développement économique et social. Pour autant, l'ennoiment ethnique est un fait avéré dans des marges proches comme la Mongolie

intérieure, la répression policière et politique s'exerce régulièrement au Xinjiang et au Tibet. En interne, les lignes de fracture joueront-elles pour autant dans un scénario d'« empire éclaté » à la chinoise ? Nous pouvons penser que, comme en URSS, les risques, s'ils existent réellement, sont plus centraux que périphériques.

- 13 Enfin, l'immensité de la population tient tout simplement au nombre. Les défis dans ce domaine sont bien connus : 1,3 milliard d'habitants, des disparités très grandes dans la distribution de la population – à l'échelle du pays, et au sein des provinces mêmes, où l'« exode rural » ne vide pas les campagnes chinoises tant elles sont peuplées mais les déleste d'une partie de leur surplus démographique –, et surtout une surreprésentation des garçons par rapport aux filles, une recomposition du modèle familial, un trop-plein temporaire de main-d'œuvre, qui sera suivi des défis redoutables d'un vieillissement de la population totale. À qui la faute ? Les rigueurs de la « politique de l'enfant unique », en date de 1979, sont certaines. Toutefois, rappelons que le changement du comportement démographique des Chinois ne date pas de cette 4^e politique de planification des naissances, mais bien plutôt de la 3^e, celle des « deux enfants », qui s'accompagna dès les années 1970 d'une réduction du nombre des enfants en raison d'une capacité politique et sociale du régime à contraindre les couples à répondre aux quotas fixés par le pouvoir et d'une pauvreté générale (Blayo, 1997). En outre, la « politique de l'enfant unique » a elle-même été remise en question dès 1984 dans les campagnes ; enfin, et surtout, ces nouveaux comportements démographiques et modèles familiaux révèlent un changement brutal et beaucoup plus profond des valeurs familiales, de la perception du groupe, de l'individu et de la filiation, en écho avec une modernisation de la vie chinoise liée à l'ouverture, aux réformes et à l'urbanisation.

Les enjeux futurs des mutations en cours

- 14 Dans un récent numéro de la revue *Historiens et géographes* (Sanjuan, 2011), j'ai souligné comment nous ne pouvons plus réduire les réformes chinoises à un seul bloc temporel et un seul mouvement de modernisation économique et social.
- 15 Une première période de transition post-maoïste sous la bannière de l'« ouverture et des réformes » à compter de 1978 s'est traduite par une décollectivisation agricole, le développement d'une vigoureuse industrialisation rurale notamment dans les provinces côtières méridionales (Guangdong, Fujian, Zhejiang, Jiangsu), la création de lieux d'intégration au système-monde avec les zones économiques spéciales, et s'est terminée par les tragiques événements du 4 juin 1989 sur la place Tian'anmen.
- 16 La deuxième grande période commence avec la relance des réformes en 1992 sous la bannière cette fois de la « construction d'une économie de marché socialiste aux caractéristiques chinoises ». En une décennie, la Chine change alors radicalement son système économique et social : décollectivisation urbaine ; remise en cause du système des *danwei*, des unités de travail relevant d'instances étatiques, notamment dans les secteurs productif et de distribution ; contractualisation du travail ; privatisation du logement. Un grand nombre de Chinois apprennent à vivre dans des villes en profondes et très rapides mutations, et suivant les valeurs d'une société de consommation et de loisirs en plein essor.
- 17 La troisième période correspond à l'entrée symbolique de la Chine à l'OMC en 2001. Alors que la Chine avait eu pour première stratégie de se protéger de l'ouverture au système

économique mondial en créant des enclaves qui lui étaient spécifiquement destinées, un double mouvement s'engage au tournant du siècle : la reconnaissance d'une dépendance interne vis-à-vis du monde extérieur en termes d'approvisionnement énergétique et surtout en termes d'exportation, avec un marché intérieur incapable d'absorber la production nationale et une main-d'œuvre surabondante ; la Chine est en conséquence contrainte à la globalisation et à jouer un rôle de puissance mondiale. Cette aspiration nationale voire nationaliste suivant la rhétorique d'un renouveau après l'humiliation d'un « siècle de la honte » entre 1839 et 1949 croise en fait des dépendances internes réelles, à laquelle la Chine ne peut plus échapper. Les opinions publiques étrangères découvrent parallèlement les dépendances de leurs propres pays à l'économie chinoise.

- 18 Les Jeux olympiques de Pékin en 2008 sont incontestablement le temps d'une autocélébration nationale. Pour autant, c'est également l'année de forts troubles au Tibet, du séisme du Sichuan, du scandale du lait contaminé et surtout de la crise mondiale, qui frappe la Chine comme les autres. Le pays entre alors ouvertement dans un nouveau temps, celui d'un taux de croissance économique moindre et d'une période de post-réformes. Il lui faut affronter dorénavant non plus les seuls défis du mal développement de la Chine socialiste, mais aussi les conséquences des réformes des trente dernières années sur le tissu territorial et social chinois. Ces conséquences sont à la fois des défis redoutables à surmonter et de nouveaux équilibres à aménager sur le long terme.
- 19 Les défis sont nombreux : la crise des infrastructures publiques dans les domaines de la santé et de l'enseignement primaire, notamment dans les campagnes ; la montée du chômage ; les inégalités croissantes entre les revenus (l'écart des revenus moyens entre ruraux et urbains est de 1 à 3) ; les mécontentements et les revendications grandissantes, amplifiés aujourd'hui avec Internet, contre la corruption, les spoliations foncières, les conditions salariales faites aux emplois les plus modestes, les scandales liés aux pollutions industrielles ; enfin, les inégalités régionales, qui, malgré un développement global, n'arrivent pas à être réduites : le littoral concentre, sur 14 % du territoire, 59 % du PIB national, accueille 83 % des investissements des entreprises étrangères et réalise 89 % des exportations, alors que l'Ouest, sur 56 % du territoire, n'est à l'origine que de 8 % du PIB et n'a que 2 % des investissements étrangers en 2011 (*Zhongguo tongji nianjian*, 2012).
- 20 Le pouvoir central essaye de répondre à ces enjeux, inégalement relayé par les pouvoirs locaux. Au niveau des territoires, une politique d'aménagement à l'échelle nationale vise à réduire les inégalités et, dans un premier temps, à mieux intégrer les périphéries et les marges aux territoires en expansion. Outre les deux grands projets qu'ont été la construction du barrage des Trois Gorges entre 1993 et 2006, puis la politique de développement de l'Ouest à partir de 1999, il faut aussi souligner une réarticulation des territoires au-delà des segmentations administratives comme l'aménagement du bassin fluvial du Yangzi, la priorité donnée à la fois aux petites villes pour diffuser le développement et à une polarisation métropolitaine à l'échelle de grands organismes urbains : métropoles littorales, conurbations, régions urbaines. L'accent a été mis sur les transports : les autoroutes dès les années 1990, les lignes de train à grande vitesse ces dernières années pour les liaisons interurbaines ; la création d'axes routiers et de rocade externes irriguant les agglomérations, avec celle de lignes de métro dans les plus grandes villes.
- 21 Sur le long terme, l'urbanisation chinoise a entraîné l'apparition de nouvelles figures spatiales et elle s'est accélérée depuis le début des années 1990. L'opposition entre villes et campagnes s'est, dans un premier temps, estompée avec la disparition progressive des

avantages liés au statut d'urbain et l'essor des entreprises industrielles dites « des bourgs et des cantons » dans les campagnes littorales de la Chine méridionale. Dans les années 1990, les campagnes environnant les villes sont au contraire devenues des lieux de convoitise pour l'extension spatiale de la ville, la délocalisation de populations, d'activités et de grands équipements depuis la ville-centre, et des spéculations foncières au détriment des populations rurales résidentes. Les villes ont changé de silhouette, elles se sont verticalisées ; d'orientation économique, elles se sont tertiarisées ; et de populations, elles se sont gentrifiées. Pour les plus grandes, elles ont multiplié en périphérie les projets de secteurs résidentiels, de villes nouvelles, de zones industrielles, voire de nouveaux espaces ruraux de récréation pour les citoyens. Parallèlement, le monde rural chinois a profondément éclaté, en fonction de son lien à la ville et de son niveau d'intégration à l'économie de marché, régionale, nationale voire mondiale.

La place de la Chine dans le monde et les ambivalences de son « émergence »

- 22 La diplomatie de la République populaire de Chine a été pendant longtemps orientée par sa rivalité avec la République de Chine, à Taiwan. Même après la reconnaissance du régime communiste comme la « Chine » à l'ONU en 1971, la question taiwanaise est restée centrale, notamment dans les relations de Pékin avec les pays en développement. Aujourd'hui, la place qu'occupe la Chine dans le monde tient avant tout à son développement économique et à son intégration dans le système économique mondial.
- 23 L'ouverture chinoise de la fin des années 1970 visait les marchés occidentaux et accueillait innovations, investissements et modernité depuis l'Asie développée (Taiwan, le Japon, la Corée du Sud) *via* notamment la plaque tournante que représentait à l'époque la colonie britannique de Hong Kong. Les années 1990 ont été ensuite une période de réinsertion régionale et de régularisation de la plupart des frontières terrestres avec les pays voisins, frontières pourtant issues de « traités inégaux ». Sa croissance économique a alors permis à la Chine de redevenir une centralité majeure en Asie orientale. La crise asiatique de 1997 a clairement montré le recul de Taiwan et les faiblesses du Japon sur la scène géopolitique asiatique au profit de la montée en puissance de la Chine. Les effets de la crise ont été limités pour les pays du Sud-Est asiatique grâce à la politique monétaire de Pékin. Parallèlement, nationalisme chinois et sentiment d'encerclement par les États-Unis et leurs alliés régionaux ont réactivé en Chine une rivalité à l'occasion agressive envers le Japon, principal soutien de Washington en Asie.
- 24 Dans les années 2000, la donne s'élargit considérablement. La Chine s'implique économiquement, diplomatiquement, voire militairement – avec des opérations de maintien de la paix – sur tous les continents. La question des ressources et la recherche de nouveaux marchés sont évidemment centrales ; la montée en puissance militaire chinoise, une rivalité soigneusement entretenue avec les États-Unis et les alliances avec des pays décalés par rapport aux alliances américaines, comme la Russie ou – dans un tout autre registre – le Soudan, s'y ajoutent. Toutefois, ces nouveaux rapports de force ne sont pas sans susciter chez nous des images fausses ou caricaturales, qui vont de la future hyperpuissance chinoise de demain au colonisateur chinois en Afrique avide de ressources énergétiques, de matières premières et de terres, ou à l'espion asiatique qui infiltre les industries californiennes.

- 25 Dans les faits, plusieurs points sont à prendre en considération pour évaluer non *la* mais *les* présences chinoises dans la globalisation contemporaine.
- 26 En premier lieu, sur le plan politique, les Chinois ont-ils la même notion de la « puissance » que nous ? Hier, la Chine développait ses relations avec l'étranger en fonction de ses intérêts propres et les centrait principalement sur des liens de voisinage régional. Son positionnement contemporain à l'échelle mondiale ne signifie pas pour autant qu'elle veuille devenir à terme un nouveau gendarme du monde, une hyperpuissance qui aurait à défendre dans le monde des valeurs universelles, comme la liberté, la démocratie ou les droits de l'homme... Il s'agit avant tout d'un régime autoritaire qui veut garder la main par un développement économique continu en interne et une satisfaction nationaliste affichée en externe.
- 27 Sur le plan de la globalisation économique et des migrations internationales, la Chine n'est pas un acteur monolithique. Les acteurs chinois continentaux à l'étranger sont au contraire multiples : il s'agit à la fois de l'État chinois, de grands groupes comme les sociétés pétrolières chinoises CNPC, CNOOC ou Sinopec, d'entreprises privées, de commerçants issus de provinces traditionnellement ouvertes sur l'étranger comme le Zhejiang, de cadres ou d'ouvriers chinois s'expatriant en vue de meilleurs salaires, de populations déclassées socialement ou économiquement par les réformes comme les populations du Nord-Est, ou d'étudiants à la recherche de diplômes étrangers. Pékin n'instrumentalise pas l'ensemble de ces acteurs dans un projet global de puissance. Même s'il est vrai que l'État chinois a encouragé les investisseurs chinois à « sortir » du pays dans les années 2000, que les grands groupes restent très liés aux administrations centrales ou provinciales dont ils sont issus, et que tous profitent de la puissance diplomatique chinoise, il existe autant de projets et d'ambitions que d'acteurs en question.
- 28 L'Afrique est un terrain particulièrement investi par la Chine. Le sommet sino-africain à Pékin en 2006 a voulu être le symbole d'un renouveau de relations sous le sceau d'une aide entre pays en développement et d'une stratégie commune du « gagnant-gagnant ». La Chine mord en cela sur des aires d'influence hier largement réservées. Mais, dans cette présence chinoise en Afrique, qu'y a-t-il de commun entre les cadres d'une entreprise pétrolière chinoise en partenariat avec le gouvernement tchadien à l'occasion de la création d'une raffinerie, les ouvriers du bâtiment venus travailler temporairement sur un chantier algérien, les commerçants chinois de Dakar qui vendent des produits « made in China » et les Sud-Africains d'origine chinoise de Johannesburg issus de trois ou quatre générations présentes en Afrique australe ?
- 29 L'une des données qui a changé ces dernières années, et qui peut jouer à l'avenir un rôle central, tient certainement à la nouvelle dimension culturelle de la présence de la Chine dans le monde. Il s'agit à la fois d'une stratégie d'État en termes de rayonnement et de puissance géopolitique, et d'un attrait des jeunes générations des pays étrangers pour un pays qui offre l'image d'une civilisation alternative et, de plus en plus, des occasions d'emploi, notamment en début de carrière, dans le cadre d'une crise d'ampleur mondiale.
- 30 Les instituts Confucius se multiplient ainsi dans le monde, promus par le gouvernement chinois. Ils sont nombreux notamment aux États-Unis, au Canada et en Europe, mais couvrent progressivement tous les continents. Ils ont pour but la diffusion du mandarin, de la culture et de la civilisation chinoises. Ils se créent le plus fréquemment en

partenariat avec des institutions d'enseignement supérieur locales, ils visent ainsi à s'ancrer dans les milieux de la recherche étrangère, non sans ambiguïté : l'enjeu tacite est aussi que les universités d'accueil n'abordent pas de questions « intérieures » comme celles du Tibet ou de Taiwan.

- 31 Parallèlement, l'attrait pour la Chine peut être fulgurant. L'Inspection générale du ministère français de l'Éducation nationale, dans un rapport récent, évoquait une croissance de 400 % en dix ans du nombre d'élèves qui apprennent le mandarin dans le secondaire en France, 33 000 élèves aujourd'hui. Dans l'enseignement supérieur, trois quarts des 17 000 étudiants qui acquièrent une connaissance de la langue chinoise n'en ont pas fait pour autant leur discipline centrale et voient donc en elle un atout supplémentaire pour leur future carrière (Bel Lassen, 2012).

Conclusion : vers une guerre des mondes ?

- 32 La Chine, 1^{er} pays pour sa population, ses exportations, son attractivité financière, bientôt son PIB, n'est-il pas inévitable que cette nouvelle puissance changera le monde ? À l'échelle d'une géohistoire mondiale, les Chinois aiment à énumérer le temps des puissances successives : les pays européens avant-hier, les États-Unis hier et encore aujourd'hui, pourquoi pas la Chine demain ? Le nationalisme chinois y retrouve à la fois une revanche sur les humiliations du « siècle de la honte » et les perspectives d'un renouveau chinois à l'égal de la prestigieuse époque des Tang.
- 33 Pour autant, nous avons vu que la Chine n'a pas *a priori* une définition identique de la puissance et un intérêt historique pour une domination mondiale. Rappelons le périple de l'amiral Zheng He au XV^e siècle, plus préoccupé de faire publicité de la grandeur impériale chinoise que de conquérir à proprement parler les terres étrangères qu'il abordait. De toutes façons, la Chine aurait-elle cette aspiration qu'elle ne pourrait pas la satisfaire, parce que la globalisation, l'unification du monde par les réseaux, ne signifie par un monde politiquement uni. Ne serait-on pas plutôt au terme du temps des hyperpuissances ? Une multipolarisation de grandes puissances d'échelles mondiales ou continentales, avec des régions se structurant économiquement et d'autres traversées par des remous politiques et militaires, n'est-elle pas plutôt la configuration en cours ?
- 34 Dans un tel contexte, la Chine va devenir incontestablement un acteur majeur, participant directement de notre futur économique, diplomatique, environnemental. Mais elle reste son propre défi. Rapporté au nombre de sa population, le 1^{er} pays du monde pour son développement économique est le 101^e – derrière le Belize et la Jordanie – pour l'IDH en 2012 selon le Prud ; en 2060, un Chinois devrait avoir en moyenne 60 % du revenu d'un Américain selon l'OCDE ; le maintien d'une compétitivité économique mondiale, les tensions internes liées aux inégalités de croissance et les revendications grandissantes des populations pour une meilleure participation à la gouvernance sont les énigmes premières de la Chine pour les années à venir.
- 35 Enfin, est-ce un choc de civilisation ? Une nouvelle guerre de mondes culturels ? La Chine qui se réinscrit dans la sphère géopolitique et économique mondiale n'est pas un Empire immobile qui s'éveillerait, mais un pays qui a, depuis notamment la fin du XIX^e siècle, profondément déjà changé, par l'importation d'une culture occidentale donnée pour seul vecteur possible de modernisation – et comme instrument matériel essentiel à une renaissance spirituelle et politique chinoise tant désirée –, à partir des années 1950 par

l'application d'un modèle socialiste héritée de l'Union soviétique et désormais par l'intégration à un système-monde fonctionnant sur les règles du marché et du capitalisme. La Chine approche aujourd'hui ses propres traditions avec des grilles conceptuelles venues de l'Occident. La Chine, une autre nous-même, « qui n'est, chaque fois, ni tout à fait la même, ni tout à fait une autre ».

BIBLIOGRAPHIE

- Attané I., 2011. *Au Pays des enfants rares : la Chine vers une catastrophe démographique*. Paris, Fayard, 280 p.
- Balme S., 2013. *La Tentation de la Chine. Nouvelles idées reçues sur un pays en mutation*. Paris, Le Cavalier bleu, 318 p.
- Bel Lassen J., 2012. *Le chinois, langue émergente : état de l'enseignement du chinois en 2012-2013*. Paris, Inspection Générale, 7 p.
- Bergère M.-C., 2013. *Chine : le nouveau capitalisme d'État*. Paris, Fayard, 312 p.
- Blayo Y., 1997. *Des Politiques démographiques chinoises*. Paris, Ined-Puf, 406 p.
- Cabestan J.-P., 2010. *La Politique internationale de la Chine*. Paris, Presses de Sciences Po, 460 p.
- Colin S., 2011. *La Chine et ses frontières*. Paris, Armand Colin, 288 p.
- Godement F., 2012. *Que veut la Chine ? De Mao au capitalisme*. Paris, Odile Jacob, 283 p.
- Rocca J.-L. (dir.), 2008. *La Société chinoise vue par ses sociologues : migrations, villes, classe moyenne, drogue, sida*. Paris, Presses de Sciences Po, 319 p.
- Sanjuan T. (dir.), 2006. *Le Dictionnaire de la Chine contemporaine*. Paris, Armand Colin, 303 p.
- Sanjuan T., 2010. *La Chine et le monde chinois. Une géopolitique des territoires*. Paris, Armand Colin, 384 p.
- Sanjuan T., 2011. Chine, l'empire post-réformes. *Historiens et géographes*, n° 416, p. 175-182.
- Y a-t-il une philosophie chinoise ? Un état de la question. *Extrême-Orient, Extrême-Occident*, n° 27, 173 p.
- Zhongguo tongji nianjian* [Annuaire statistique de la Chine], 2012, Pékin, Bureau national des statistiques.

NOTES

1. Ce texte correspond au discours inaugural du parcours pédagogique du Festival international de géographie de Saint-Dié-des-Vosges, prononcé le vendredi 4 octobre 2013.

AUTEUR

THIERRY SANJUAN

Thierry Sanjuan, thierry.sanjuan@univ-paris1.fr, est Professeur de géographie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et directeur de l'UMR Prodig. Son site qui présente l'actualité des recherches sur la Chine dans les domaines des études urbaines et de la géopolitique est consultable à l'adresse suivante : www.geochina.fr